

DÉCROISSANCE ET TRAVAIL

INTERVENTION À L'UNIVERSITÉ D'AUTOMNE D'INTERENVIRONNEMENT WALLONIE
1^{ER} OCTOBRE 2011

Latteur Nicolas

Quel est le contenu de la décroissance ? Quels sont les liens entre les propositions qui se dégagent de cette mouvance et les questions qui animent le mouvement syndical progressiste ? Comment appréhender les propositions et les stratégies alternatives ?

Ce texte vise précisément à interroger les termes décroissance et travail au regard des questions fondamentales qui animent les mouvements sociaux progressistes telles que l'élaboration de stratégies et la formulation de propositions alternatives face aux crises sociale et écologique que génère le système capitaliste.

Je propose une réflexion en 3 grandes parties :

1. **Je commencerai par interroger les termes « décroissance » et « travail ».** De quoi parle-t-on lorsqu'on évoque les concepts de décroissance et de travail. Quels sont leurs contenus et leurs parts d'ombre ?
2. Cette interrogation sur les termes décroissance et travail **débouche en deuxième lieu sur une analyse des grandes tendances actuelles du système capitaliste.** C'est en appréhendant la dynamique d'accumulation spécifique du capitalisme néolibéral que l'on peut tenter de saisir son évolution possible
3. C'est en troisième lieu à **confronter les stratégies et propositions alternatives** qu'il faut s'atteler : allocation universelle, salaire à vie lié à la qualification, réduction collective du temps de travail sans perte de salaire avec embauche compensatoire, ...

1. DÉCROISSANCE ET TRAVAIL

Les termes décroissance et travail se situent à l'intérieur d'un cadre qu'il nous faut interroger. De la décroissance de quoi s'agit-il ? Et quels sont les activités qui sont reconnues socialement comme du travail ?

a. **Quelle décroissance ?** Pour ceux qui considéreraient que la croissance est la source de tous les maux, on pourrait rapidement conclure que l'année 2009 – année de récession économique et de décroissance du PIB en Europe – est un bon cru. Or, poser la question en ces termes élude deux questions fondamentales : qui fait les frais d'un tel ralentissement ? Quels sont les processus qui ont conduit à un tel ralentissement ?

- i. En fidèle défenseur des possédants et de leurs revenus, la plupart des gouvernements travaillent pour que l'ajustement se fasse au détriment des salariés et des budgets sociaux (par l'austérité) afin de protéger profits et dividendes et de permettre aux très riches de continuer une consommation ostentatoire.
- ii. Ce n'est pas une délibération collective et démocratique sur l'utilité des biens à produire qui a produit ce déclin économique. Ce sont les rapports sociaux capitalistes qui ont été confrontés à leurs propres limites. Les marchés ont été rappelés à l'ordre par cette fameuse loi du capitalisme : on ne peut distribuer plus de richesses que ce qu'on en a produit.

b. Quel travail ? Est travail dans les rapports sociaux capitalistes – fondamentalement rapports de propriété – essentiellement l'activité qui permet la valorisation, c'est-à-dire qui conduit à la production, la circulation des marchandises en vue de la reproduction de capital sur une échelle toujours plus large. La définition de ce qui est appelé travail est presque entièrement privatisée. C'est le marché capitaliste qui inverse les valeurs (usage et échange) et qui tente d'imposer la dictature de la valeur d'échange. Le travail ne résulte qu'assez peu (trop peu) d'une délibération politique/collective sur son utilité sociale (la manière dont il contribue à répondre aux besoins sociaux et à construire d'autres relations avec l'environnement). C'est donc un certain travail encadré dans le rapport social salarial qui crée la richesse marchande. Toutes les propositions viendront buter sur cette question fondamentale : pour octroyer un revenu et/ou une allocation (fut-elle universelle) il faut qu'il y ait production de richesses. On ne peut donc ignorer la dictature de la valeur en régime capitaliste (et le règne du travail abstrait – le travail émancipé de son contenu), qui entraîne cette course effrénée sur le temps (le temps de travail socialement nécessaire). Course aveugle à ses conséquences sociales et écologiques qu'on ne peut écarter du débat à moins d'en avoir accepté les limites étreintes de son horizon.

Le terme décroissance a l'immense défaut de ne pas interroger le cadre dans lequel il y a croissance et/ou décroissance (des rapports sociaux entre classes et des formes différentes d'exercice du pouvoir politique) et le contenu de la croissance et de la décroissance (de la croissance de quels activités s'agit-il ? De l'armement ou de la construction de raccords à l'eau potable ?). Le terme décroissance – et certains mouvements se situant dans cette orientation – a néanmoins l'intérêt de poser une question centrale trop négligée par les mouvements se revendiquant de la gauche : la crise écologique.

2. LES TENDANCES ACTUELLES DU SYSTÈME CAPITALISTE OU LE CAPITALISME « DE BASSE PRESSION SALARIALE »

Nous vivons depuis une trentaine d'années une véritable contre-révolution qui a pour nom néolibéralisme. Cette dernière initie une période particulière du mode de production capitaliste où la classe capitaliste renforce **son pouvoir** et **ses revenus** au détriment des classes populaires.

a. Ses revenus

Pour reprendre l'expression de l'économiste Frédéric Lordon, nous vivons dans un capitalisme de « basse pression salariale »¹. La part des salaires n'a cessé de diminuer alors que celle des profits a augmenté de façon impressionnante (tant à l'échelle fédérale que continentale et que mondiale). C'est bien dans l'activité de travail que la richesse est produite (n'en déplaie à ceux qui défendent la thèse de l'économie de la connaissance). Mais une part croissante de ces richesses n'est plus rendue sous la forme de salaire mais sous la forme de dividendes.

Une question inédite se pose donc à ce capitalisme néolibéral. Qui va écouler les marchandises pour que les profits puissent être réalisés ? Ou quels sont les revenus qui vont venir compenser la diminution de la consommation issue des salaires ?²

A ces questions, le capitalisme néolibéral trouve deux réponses afin de permettre la poursuite de sa dynamique : la consommation des très riches et l'endettement des franges assez larges du salariat, histoire que ce qui n'a pas été concédé sous la forme d'augmentation de salaires le soit sous la forme de crédits³. La reproduction des inégalités sur une échelle plus large est donc consubstantielle à ce mode d'accumulation spécifique.

Ce capitalisme néolibéral est nécessairement – comme les autres stades du capitalisme – aveugle aux conséquences écologiques désastreuses qu'il produit⁴. Cette logique ne peut donc qu'être confrontée à ses propres limites tant économiques, sociales et écologiques.

b. Son pouvoir

L'augmentation du pouvoir des classes les plus riches a pris différentes formes : instrumentalisation de pouvoirs politiques internationaux (UE, FMI, OMC, ...), libéralisation du marché des capitaux, ... Le résultat n'en reste pas moins une difficulté croissante à peser sur des pouvoirs organisés qui méprisent toute procédure démocratique et tentent d'exclure les mouvements sociaux (syndicats, associations, collectifs ...)

Les enjeux actuels pour le mouvement syndical consistent donc à défendre des conquêtes sociales mais aussi à reconstruire des capacités d'intervention plus fortes. Pour ce faire, un enjeu décisif pour le mouvement syndical tant d'un point de vue social qu'écologique est le contrôle et la défense d'alternatives qui puissent renverser la vapeur face aux contre-réformes avancées aujourd'hui.

¹ Frédéric Lordon, *La crise de trop*, Fayard, 2009.

² Voir Michel Husson, *Le capitalisme toxique*, octobre 2008, hussonet.free.fr

³ Voir Alain Birh, *Le triomphe catastrophique du capitalisme néolibéral*, 1^{er} novembre 2008. « *Quand le capital ne trouve plus d'autre planche de salut que de devoir avancer à ses propres salariés, sous forme de prêts, l'argent qu'il a refusé de leur avancer sous forme de salaires, pour tenter de leur permettre de continuer malgré tout de consommer les marchandises qu'il a produites et à travers la vente desquelles il doit se valoriser, c'est que la formule sur laquelle repose sa propre reproduction est manifestement viciée. Et cette formule est celle-là même dont le néolibéralisme s'était fait le propagandiste ainsi que le maître d'œuvre.* »

⁴ Pour reprendre Daniel Bensaïd « *La logique marchande déprécie le futur et ignore les effets de seuil, d'amplification, d'irréversibilité propres à la biosphère. Deux logiques antagoniques s'affrontent. Celle de la nature maximise les stocks à partir du flux de rayonnement solaire, celle du capital maximise les flux au détriment des stocks non marchands et non renouvelables, qu'aucun bilan purement comptable ne peut prendre en compte. Alors que les rythmes naturels s'harmonisent sur la longue durée, la raison économique recherche des gains rapides et des profits immédiats.* » , www.europe-solidaire.org

3. QUELLES ALTERNATIVES ?

Les propositions alternatives se dégagent nécessairement des analyses développées sur la logique contemporaine du capitalisme néolibéral.

a. Redistribuer les richesses

Le principe essentiel de tout projet de transformation sociale, c'est la satisfaction des besoins sociaux. Le point de départ, c'est donc d'obtenir une autre répartition des richesses. « *La croissance repose sur la capacité de créer plus de richesses avec une dépense de travail donnée. C'est historiquement la base du progrès social qui permet d'élever, à répartition donnée, le volume de biens et services disponible pour chaque membre de la société* »⁵

Une croissance soutenue pourrait donc être plus favorable à l'emploi et aux salaires (même s'il faut en discuter le contenu d'un point de vue écologique). Mais avec une répartition des revenus aussi inégalitaire que celle que l'on connaît aujourd'hui, on ne peut parier sur cette variable.

Il nous faut donc prendre pour cible les inégalités : en augmentant les salaires, d'une part et ensuite, en imposant une réforme fiscale :

- L'augmentation des salaires notamment par la réduction collective du temps de travail sans perte de salaire avec embauche compensatoire. C'est la logique du « travailler moins pour travailler tous » qui illustre la dimension solidaire d'une telle politique qui aurait également pour effet d'atténuer l'intensité de la concurrence sur le marché du travail.
- La réforme fiscale : On ne peut ignorer que le gros des dettes publiques (voir leur totalité) est lié aux cadeaux fiscaux concédés aux plus gros revenus. La taxation de ceux-ci sous diverses formes (Taxe Tobin, SLAM, Impôt sur la fortune, ...) peut être le socle de politiques progressistes de modernisation et d'amélioration des services publics. Une amélioration du niveau de vie (et donc du « pouvoir d'achat ») peut se réaliser aussi par le développement de l'accessibilité à certains services et biens collectifs. Les propositions relatives à la gratuité de certains services sont donc à explorer puisqu'elles permettent l'amélioration collective des conditions de vie.

Dans les propositions apparues sur **une allocation universelle**, aucune ne prend pour cible les fondamentaux énoncés ici.

- a. Elle ne garantit pas une autre répartition des richesses par des réformes structurelles. Tout au plus, elle accompagne l'individu dans l'univers du marché où ce sont les rapports de force propres à celui-ci qui l'empêcheront ou lui permettront d'améliorer son niveau de vie.
- b. L'allocation ou revenu universel est souvent présenté comme un moyen d'échapper au travail salarié. Mais le travail n'est une question de choix individuel que pour les tenants du libéralisme. Dans une perspective progressiste, des procédures collectives et démocratiques sont nécessaires afin de réguler les conditions de travail, le cadre de la production, son contenu en fonction des besoins sociaux et environnementaux. La question de la transaction individu-société se pose au cœur du travail. Le marché privatise ces questions politiques

⁵ Texte du congrès de la FGTB Wallonne, mai 2010 et Michel Husson « Face à la crise : quelles réponses progressistes ? », les temps nouveaux, 2010.

centrales. L'allocation universelle passe par une augmentation des flux monétaires. Le progrès social se construit par une logique de socialisation et de démonétisation.

- c. La proposition d'allocation universelle tend à oublier l'élément essentiel d'un revenu : la richesse. Si celle-ci est distribuée (sous quelle forme que ce soit) on ne peut faire l'économie de s'interroger sur la manière dont elle est produite.
- d. L'organisation rationnelle et collective d'une diminution d'un temps de travail au contenu redéfini est aux antipodes d'un revenu universel qui laisse les rapports sociaux (et la manière dont ils définissent la richesse et le contenu de la production) vierge de toute critique.

Fondamentalement, les revendications liées à l'allocation universelle (dans la majorité des propositions retenues) mettent un terme au projet fondateur du mouvement syndical de gauche sur deux points :

1. Ils abandonnent la perspective de réforme des structures sociales. Les projets d'allocation universelle s'accorde davantage à poser des constats : « nous n'aurons plus de travail pour tout le monde » et proposer des solutions à la marge des rapports sociaux capitalistes. C'est précisément leur laisser le champ libre que de refuser d'y intervenir. Il nous faut poser la question de la répartition du travail, de son utilité sociale, ... En renonçant à réformer les structures de la société, toute proposition d'allocation universelle vient faire écho au discours néolibéral qui rappelle qu'en matière sociale l'Etat ne peut tout faire (alors qu'en matière économique, on rappelle qu'il doit être le gardien de la libéralisation des marchés). Tout au plus peut-il accorder un revenu à ses membres, à eux ensuite de batailler dans la jungle du marché.
2. Ils avancent un projet politique fondé sur l'égalité des chances et non l'égalité des droits. Ce serait donner à chacun le même magot (petit ou grand) au départ d'une course dont les règles demeurent inchangées. Course qui privilégie la compétition (entre individus, entre biens, entre services, ...) aux réalisations collectives.

Ces propositions alternatives ne peuvent faire l'économie d'un débat stratégique où est mise en avant la légitimité d'un contrôle démocratique (syndicats, associations, ...).

b. Création d'emplois utiles

Le chômage et la précarité sont des tares sociales. La crise les durcit encore davantage. La croissance – toujours hypothétique – ne peut être considérée comme la voie royale. Il faut prendre la création d'emplois utiles comme point de départ. Que ce soit par réduction du temps de travail dans le privé et/ou par création d'emplois dans le public, il faut partir des besoins et appréhender ce que les emplois créent comme richesse (pas seulement marchande – c'est d'ailleurs quand certains services sont sortis ou presque sortis du circuit monétaire que le niveau de vie de la population augmente fortement). Une passerelle avec les préoccupations environnementales peut être créée au travers de la défense de telles revendications : *« la priorité au temps libre et la création d'emplois utiles sont deux éléments essentiels de tout programme de lutte contre le changement climatique. »*⁶

⁶ Michel Husson, « Face à la crise : quelles réponses progressistes ? », Les temps nouveaux.

c. Contrôle démocratique par les mouvements sociaux

Ces politiques alternatives passent nécessairement par la pratique du contrôle démocratique des mouvements et organisations (syndicats, associations, comités, ...) :

- contrôle sur les conditions de travail : que emploi utile rime avec lutte contre les formes d'organisation du travail qui produisent souffrance et désespoir social ;
- contrôle sur ce que les détenteurs de capitaux font de leurs profits : verser des dividendes ou créer des emplois ;
- contrôle sur l'utilisation des impôts (subventionner les banques, octroyer des cadeaux fiscaux – comme les intérêts notionnels – ou financer les services publics) ;
- contrôle des productions afin que d'autres relations – durables – avec l'environnement soient envisageables.

